

GAËLLE HARDY

**PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS,
AGRÉGÉ DE DROIT PUBLIC**



**UNIVERSITÉ DES ANTILLES (GUADELOUPE),
Centre de recherche en économie et en droit
sur le développement insulaire (CREDDI),**
Faculté des sciences juridiques et économiques,
Campus de Fouillole,
BP 270 97157 Pointe-à-Pitre Cedex,
gaellehardy.mail@gmail.com.

RECHERCHES ET ENSEIGNEMENTS

Discipline	Droit public
Spécialisations	Droits administratif et financier de l'Union européenne.
Thèmes principaux de recherche	Le droit financier et les nouvelles méthodes du droit public, le numérique face aux droits, les interactions entre droit administratif et droit de l'Union européenne.
Matières enseignées	Matières enseignées : <ul style="list-style-type: none">- Droit administratif, Cours magistral (CM) : deuxième année de licence de droit.- Droit fiscal, CM : troisième année de licence de droit.- Libertés publiques, CM : troisième année de licence de droit.- Droit de l'action sociale, CM : master 1, droit public.- Principes et pratiques du procès administratif, CM : master 2, Droit privé, parcours Justice, procès, procédure.- Procédures alternatives en droit administratif, CM : master 2, Droit privé, parcours Justice, procès, procédure.- Droit des régulations, CM : master 2, Droits de l'Homme et entreprises (Université Paris-Saclay – Paris XI).- Recours contentieux, CM : master 2, Droit et contentieux de l'Union européenne (Université Paris-Panthéon-Assas – Paris II).
Thèse de doctorat	Doctorat en droit public , Centre de droit européen, Université Paris-Panthéon-Assas (Paris II) Thèse soutenue le 7 janvier 2021, mentions très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité, Proposition pour prix de thèse. Sujet de thèse : <i>L'eupéanisation de la surveillance bancaire, Étude du mécanisme de surveillance unique (MSU) de l'Union bancaire.</i> Sous la co-direction de Messieurs les Professeurs Francesco Martucci et Fabrice Picod. Publication le 21 décembre 2021 : LGDJ – Lextenso éditions : « Collection des thèses », Institut francophone pour la justice et la démocratie (IFJD) –

Institut Louis Joinet : cf. G. HARDY, *L'eupéanisation de la surveillance bancaire, étude du mécanisme de surveillance unique (MSU) de l'Union bancaire*, Paris, LGDJ, Institut Francophone pour la justice et la démocratie, 2021, 853 p.

- « Prix spécial du jury » pour le prix de thèse Pflimlin 2021, décerné par Sciences Po Strasbourg et le Cercle Pierre Pflimlin.
- *Accessit* du Prix de thèse Joinet, 2021, décerné par l'Institut francophone pour la justice et la démocratie (IFJD) – Institut Louis Joinet (ancien Prix Varenne).
- Prix Pierre Henri Teitgen, 2022, décerné par l'Association française d'études européennes (AFÉE).
- Prix de thèse de l'Université Paris II – Panthéon-Assas.
- Premier Prix de thèse, 2022, décerné par de l'Association européenne pour le droit bancaire et financier (AEDBF France).

RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES ACTUELLES

Depuis 11/2023

Directrice de mémoire de Madame Sarah Khani

Mémoire : *L'apport de la compliance dans la lutte contre la corruption.*

Université Paris-Saclay (Paris XI), Faculté de droit Jean Monnet. Master 2 Droits de l'Homme et entreprises.

Depuis 10/2023

Membre du conseil scientifique de la *Revue internationale des services financiers*

Jury du prix du meilleur mémoire de l'Association européenne de droit bancaire et financier (AEDBF France).

Depuis 09/2023

Directrice de thèse de Madame Farahd Krystie R. Thoby :

Thèse : *Les autorités de surveillance bancaire face à la lutte contre la corruption, Étude comparée de droits américain, français et haïtien.*

Obtention d'un contrat doctoral à l'Université des Antilles (Guadeloupe).

COMMUNICATIONS, DOSSIERS ET PUBLICATIONS RÉCENTES

I – Le droit financier et le droit de la régulation

A – Le droit financier / de la régulation et les nouvelles méthodes du droit public

- « L'eupéanisation comme nouvelle méthode d'intégration ? », 21 novembre 2023, 15 p. Contribution orale dans le cadre d'une conférence-débat organisée par le Centre de documentation et de recherches européennes (CDRE) de l'Université de Pau et des pays de l'Adour (Bayonne).
- « BCE, surveillance bancaire et transition environnementale, Un mandat *ex nihilo* ? », Éditorial, *Revue internationale des services financiers*, 3 p., en cours de publication.
- « L'eupéanisation du droit bancaire », Direction d'un dossier, *Revue internationale des services financiers*, publication été 2024.
- « L'eupéanisation de la surveillance bancaire, Étude du mécanisme de surveillance unique (MSU) de l'Union bancaire », 6 juillet 2023, 20 p. Contribution orale pour une présentation de ma thèse devant l'Association européenne pour le droit bancaire et financier (AEDBF France).
- « The Europeanization of Banking Supervision: A Study of the Single Supervisory Mechanism (SSM) of the Banking Union », 5 juillet 2023, 20 p. Contribution orale pour une présentation de ma thèse à la Banque centrale européenne (BCE).
- « L'eupéanisation de la surveillance bancaire à l'épreuve de la double transition climatique et numérique », 14 p., ouvrage publié aux éditions Bruylant, en cours de publication.

Article issu d'une contribution orale réalisée dans le cadre du colloque de l'Association française d'études européennes (AFÉE), le 8 juin 2023, sur le thème suivant : *Relance et transition(s) : le nouvel âge de l'intégration*.

- « La compliance, une privatisation de la régulation ? », *Revue de droit international d'Assas (RDIA)*, 2022, n° 5, pp. 31-41.

- « L'europanisation comme nouvelle méthode d'intégration ? », 31 mars 2023, 15 p.

Contribution orale dans le cadre de la conférence-débat organisée par l'Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire François-Rabelais de l'Université de Tours, sur le thème suivant : *Europanisation et homogénéité, deux concepts pour penser l'intégration européenne*.

- « L'europanisation de la surveillance bancaire, nouvelle méthode d'intégration ? », décembre 2021, 15 p.

Contribution écrite dans le cadre du colloque organisé par le Laboratoire de droit international et européen (LADIE) de l'Université de Nice, sur le thème : *L'Union européenne et la gestion des crises*. Publication en cours aux éditions Pedone.

- « La BCE et la démocratie : le contrôle démocratique de la surveillance bancaire », in É. CARPANO et G. MARTI (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne en crise*, Bruxelles, Bruylant, mars 2021, pp. 247-260.

- « The Regulation and Supervision of Banks: The Post Crisis Regulatory Responses of the EU », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2019, n° 2, disponible sur stradalex.eu.

- « L'Union des marchés de capitaux », *Annuaire de droit de l'Union européenne*, 2016, pp. 145-156.

B – Divers

- « Les intermédiaires financiers non bancaires en droit de l'Union européenne », *JurisClasseur Europe Traité*, LexisNexis, novembre 2023, 56 p., en cours de publication.

- Co-direction avec le Professeur F. PICOD d'un dossier sur « La régulation par la compliance, perspective européenne », *Revue des affaires européennes*, 2023, n° 2, pp. 341-344.

- « La finance alternative », *JurisClasseur Droit international*, LexisNexis, août 2023, 41 p., en cours de publication.

- « Les institutions financières internationales », Fasc. 3600, *JurisClasseur Droit bancaire et financier / Fasc. 572-5*, *JurisClasseur Droit international*, 11 juillet 2023, LexisNexis, 19 p.

- « Chronique de l'Union bancaire de l'année 2022 », *Annuaire de droit de l'Union européenne*, 2023, en cours de publication.

- « Chronique du mécanisme de surveillance unique (MSU) de l'année 2022 », *Revue Internationale des Services Financiers*, 2023, n° 3, pp.171-178.

- Rédaction d'articles synthétiques pour l'*Annuaire de droit de l'Union européenne*, de 2014 à 2016.

II – Le numérique face aux droits

- « La régulation face au numérique : une destruction créatrice ? », 20 novembre 2023, 15 p.

Contribution orale dans le cadre du colloque organisé par le Centre de recherche en économie et en droit du développement Insulaire (CREDDI), de l'Université des Antilles (Guadeloupe), sur le thème : *Droit et théories a-juridiques : Influence ou hybridation ?*

- « La nouvelle réglementation des données de connexion : premier bilan et perspectives », *Revue française de droit administratif*, juillet-août 2023, pp. 634-639.

Contribution écrite dans le cadre du colloque organisé par l'Université des Antilles (Guadeloupe), le 16 janvier 2023, sur le thème : *Les données de connexion, quel équilibre entre droits fondamentaux et lutte contre la criminalité à l'ère du numérique ?* Publication en cours.

- « La double transition environnementale et numérique, nouvel objectif transversal de l'Union européenne ? », *Annuaire de droit de l'Union européenne*, avril 2023, 15 p., en cours de publication.

- « Décision administrative individuelle algorithmique et droit au recours juridictionnel effectif », in L. BELLI et G. GUGLIELMI, *L'État digital, Numérisation de l'administration publique et administration publique du numérique*, Berger Levrault, 2022, pp. 255-269.

- « La construction d'un droit européen au déréférencement. De l'importance du dialogue entre la Cour de justice de l'Union européenne et le Conseil d'État français », *Revue des affaires européennes*, 2020, n° 2, pp. 407-429.

III – Les interactions entre le droit administratif et le droit de l’Union européenne

- « La sanction administrative. Approche comparée en droit administratif français et en droit de l’Union européenne », in L. FEILHES (dir.), *Un droit administratif européen*, Bruxelles, Bruylant, 2022, pp. 51-65.
- « Le droit de ne pas s’auto incriminer versus l’obligation de coopérer avec les autorités publiques : des questions toujours en suspens après l’arrêt *Consob*, CJUE, 2 février 2021, *Consob*, aff. C 481/19, Rec. num. », *Revue des affaires européennes*, 2021, n° 1, pp. 205-215.

IV – Le droit de l’Union européenne / Divers

- « Le règlement conditionnalité ou l’illusion de l’État de droit », 21 novembre 2023, 20 p. Contribution orale dans le cadre d’une conférence-débat organisée par le Centre de documentation et de recherches européennes (CDRE) de l’Université de Pau et des pays de l’Adour (Bayonne).
- « Le règlement conditionnalité, entre illusion et désillusion de l’État de droit », *Revue des Affaires européennes*, 2023, n° 2, pp. 445-456.
- « Subsidiarité et proximité en droit de l’Union européenne », *Revue Administration, Association du corps préfectoral*, avril 2023, n° 277, pp. 66-68.

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES ANTÉRIEURES

01/09/2022-31/12/2022 **Maître de conférences en droit public**, Université Paris-Panthéon-Assas (Paris II).

Matières enseignées au premier semestre :

- Droit international public, CM : troisième année de licence de Sciences politiques.
- Relations internationales, CM : master 1 de relations internationales.
- Droit de l’Union européenne (Espace de liberté, de sécurité et de justice) : 3 séminaires à l’Institut d’études judiciaires.

01/09/2021-31/08/2022

Enseignant-chercheur contractuel (contrat « LRU »), Université de Lorraine, Faculté de droit, économie, administration de Metz.

Matières enseignées au premier semestre :

- Cours de méthodologie juridique, TD : première année de licence de Droit.
- Droit constitutionnel, CM : première année de licence d’Économie et première année de Capacité en droit.
- Droit institutionnel de l’Union européenne, CM : première année de licence Administration économique et sociale (AES).
- Droit administratif, CM : deuxième année de Capacité en droit.
- Questions sociales, CM : troisième année de licence Administration publique (LAP).

Matières enseignées au second semestre :

- Droit constitutionnel, TD : première année de licence de Droit.
- Droit constitutionnel, CM : première année de Capacité en droit.
- Initiation à la recherche, CM : troisième année de licence de Droit.
- Droit matériel de l’Union européenne, CM : troisième année de licence AES.
- Relations internationales, CM : troisième année de licence AES.

Enseignant vacataire, Université Paris-Saclay (Paris XI), Faculté de droit Jean Monnet.

Master 2, Droits de l’Homme et entreprises.

Matière enseignée : Droit des régulations : master 2.

- 2021 **Vacataire administratif, mise en forme et relecture et de textes juridiques**, Université Paris-Panthéon-Assas (Paris II).
- 01/09/2017-31/08/2019 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R)**, Université Paris-Est-Créteil (UPEC– Paris XII).
- 01/09/2014-31/08/2017 **Doctorant contractuel chargé d'enseignement**, Université Paris-Panthéon-Assas (Paris II).

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES ANTÉRIEURES

- 2014-2022 **Coordinatrice des travaux de recherche** du Centre de droit européen de l'Université Paris-Panthéon-Assas (Paris II).
Organisatrice des rencontres du Cherche-Midi du Centre de droit européen de l'Université Paris-Panthéon-Assas (Paris II).
- 2021-2022 **Directrice de mémoire de Madame Vitória Loubet Brum Barbieri.**

Mémoire : *Les autorités de régulation et la compliance, Approche comparée entre l'Autorité de la concurrence et la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).*

Université Paris-Saclay (Paris XI), Faculté de droit Jean Monnet. Master 2 Droits de l'Homme et entreprises.
- 2020-2021 **Élue à l'Assemblée des doctorants** du Centre de droit européen de l'Université Paris-Panthéon-Assas (Paris II).

C.V mis à jour le 24/11/2023.